

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2011

(Article L451-1-2 III du Code Monétaire et Financier et articles 222-4 et s. du Règlement Général de l'AMF)

Sommaire

Déclaration de la personne physique responsable du Rapport Financier Semestriel	p. 2
Rapport d'activité du 1 ^{er} semestre 2011	p. 3
Comptes consolidés condensés au 30 juin 2011	p. 9
Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle 2011	p. 38

DECLARATION DE LA PERSONNE PHYSIQUE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2011

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Suresnes, le 30 août 2011

Yves ROCHE

Président Directeur Général

RAPPORT D'ACTIVITE - PREMIER SEMESTRE 2011

▪ Résultats semestriels 2011 (comptes consolidés) :

Lors de sa réunion du 30 août 2011, le conseil d'administration de Recylex SA a examiné et arrêté les comptes semestriels consolidés condensés au 30 juin 2011 du groupe Recylex (ci-après le « Groupe »).

Le chiffre d'affaires consolidé du premier semestre 2011 s'établit à 248,8 millions d'euros, contre 193,6 millions d'euros pour la même période de l'exercice 2010.

Le Groupe a dégagé un résultat opérationnel courant de 12,7 millions d'euros au cours du premier semestre 2011, contre 4,0 millions d'euros pour le premier semestre 2010.

Le résultat net consolidé part du Groupe se solde par un bénéfice de 6,3 millions d'euros pour le premier semestre 2011 contre 5,6 millions d'euros pour le premier semestre 2010. Le résultat net consolidé du premier semestre 2011 a été impacté par la constitution d'une provision (de 2,6 millions d'euros) pour perte de valeur des instruments financiers utilisés comme couverture économique des stocks commerciaux de plomb du Groupe, non reconnus comme instruments de couverture selon les normes IFRS, ces dernières excluant la comptabilisation de tout profit latent lié aux sous-jacents des dérivés précités (voir Note 6.12 des Annexes aux comptes consolidés condensés au 30 juin 2011).

▪ Chiffres clés

En millions d'euros	1er semestre 2011 (au 30 juin 2011)	1er semestre 2010 (au 30 juin 2010)
Chiffre d'affaires consolidé	248,8	193,6
EBITDA ¹ (IFRS)	18,7	11,6
EBITDA (LIFO ²)	10,5	13,1
Résultat opérationnel courant (IFRS)	12,7	4,0
Résultat opérationnel courant (LIFO ²)	5,3	7,9
Résultat net consolidé (IFRS)	6,3	5,6

En millions d'euros	au 30 juin 2011	au 31 décembre 2010
Capitaux propres	106,4	99,5
Trésorerie nette ³	40,5	60,7

¹ Résultat opérationnel courant avant amortissements, provisions et pertes de valeur

² Pour évaluer la performance de son secteur opérationnel « Plomb », le Groupe utilise dans son reporting interne la méthode « LIFO » ou « Last In First Out » (méthode non admise par les normes IFRS), comme méthode d'évaluation des stocks pour sa principale fonderie en Allemagne (usine de Nordenham). La note 4 des annexes aux comptes consolidés condensés présente les effets d'un retraitement du stock de la principale fonderie en Allemagne selon la méthode LIFO

³ Trésorerie nette des concours bancaires courants

▪ **Situation financière**

Le niveau de trésorerie du Groupe a diminué au cours du premier semestre 2011 par rapport au 31 décembre 2010, en raison d'une forte augmentation du besoin en fonds de roulement, essentiellement lié à l'augmentation des stocks du secteur d'activité Plomb due à une forte augmentation du prix et du volume de certaines matières (plomb, argent).

Néanmoins, la capacité d'autofinancement (avant coût de l'endettement financier net et impôts) du Groupe s'est élevée à plus de 17 millions d'euros au cours du premier semestre 2011.

▪ **Activités et événements caractéristiques du semestre écoulé :**

▪ **Conditions de marché du premier semestre 2011**

Le premier semestre 2011 a connu de fortes amplitudes de variation des cours des métaux et notamment celui du plomb. En effet, la moyenne exprimée en euros des mois de janvier et avril 2011 a été supérieure à 1.900 euros/tonne, alors que celle du mois de mai 2011, la plus basse du semestre, était inférieure à 1.700 euros/tonne (1.690 euros/tonne). La moyenne du cours du plomb durant le premier semestre 2011 (1.841 euros/tonne) est toutefois restée largement supérieure à celle du premier semestre 2010 (1.565 euros/tonne).

Par ailleurs, une forte hausse du cours de l'argent (l'un des métaux contenus dans les concentrés de plomb), combinée à une forte volatilité, a également été constatée au cours du premier semestre 2011.

Le cours du zinc a également connu des variations importantes au cours du premier semestre 2011. En février 2011, la moyenne mensuelle était légèrement supérieure à 1.800 euros/tonne, alors que celle de mai 2011 s'élevait à 1.508 euros/tonne. Sur l'ensemble du premier semestre 2011, la moyenne est sensiblement la même que celle du premier semestre 2010.

<i>Moyenne (euros / tonne)</i>	1er semestre 2011	Exercice 2010	1er semestre 2010
Cours du Plomb	1 841	1 615	1 565
Cours du Zinc	1 660	1 624	1 619

- Activités des sociétés du Groupe au cours du premier semestre 2011

L'activité Plomb a représenté 73 % du chiffre d'affaires global du Groupe, contre 18 % pour l'activité Zinc, 6 % pour l'activité Métaux spéciaux et 3% pour la branche Plastique du Groupe.

30 juin 2011				
<i>en millions d'euros</i>	Chiffre d'affaires	Résultat Opérationnel Courant (LIFO²)	Différence liée à l'utilisation de la méthode d'évaluation PMP par rapport à la méthode LIFO²	Résultat Opérationnel Courant (IFRS)
Plomb	182,2	2,5	7,4	9,9
Zinc	43,9	2,9		2,9
Métaux spéciaux	15,6	1,4		1,4
Plastique	7,1	0,7		0,7
Autres		(2,2)		(2,2)
TOTAL	248,8	5,3		12,7

30 juin 2010				
<i>en millions d'euros</i>	Chiffre d'affaires	Résultat Opérationnel Courant (LIFO²)	Différence liée à l'utilisation de la méthode d'évaluation PMP par rapport à la méthode LIFO²	Résultat Opérationnel Courant (IFRS)
Plomb	132,3	4,4	(3,9)	0,5
Zinc	43,7	4,1		4,1
Métaux spéciaux	12,6	0,9		0,9
Plastique	5,0	0,5		0,5
Autres		(2,1)		(2,1)
TOTAL	193,6	7,9		4,0

- *Activité Plomb*

Les usines de traitement de batteries du Groupe ont traité sensiblement le même volume de batteries usagées au cours du premier semestre 2011 par rapport à la même période de l'année précédente.

La société algérienne Eco-Recyclage, détenue à 33,33% par Recylex SA et intégrée dans les comptes consolidés du Groupe selon la méthode de la mise en équivalence, a traité plus de 4600 tonnes de batteries usagées au cours du premier semestre 2011 contre 2000 tonnes pour l'ensemble de l'année 2010.

La hausse du cours du plomb a entraîné une augmentation du prix des batteries usagées au cours du premier semestre 2011. Toutefois, cette augmentation de prix a été plus contenue par rapport au premier semestre 2010, ce qui a permis aux usines de traitement de batteries de bénéficier de marges supérieures par rapport à celles du premier semestre 2010.

La fonderie de Nordenham a traité un volume plus important de matières au cours du premier semestre 2011 par rapport au premier semestre 2010, période durant laquelle elle avait effectué son arrêt annuel de maintenance. L'arrêt annuel de maintenance programmé aura lieu au cours du second semestre 2011.

Par ailleurs, les conditions commerciales se sont fortement améliorées pour les ventes d'acide sulfurique (sous-produit de l'usine de Nordenham, issu du soufre contenu dans les batteries usagées et les concentrés de plomb) au cours du premier semestre 2011 par rapport à la même période de l'année précédente.

L'augmentation de 38% du chiffre d'affaires de l'activité Plomb au cours du premier semestre 2011 par rapport au premier semestre 2010 est la conséquence d'une part, de la hausse de 18% du cours du plomb exprimé en euros et d'autre part, de l'accroissement des volumes de vente, notamment d'argent (sous-produit issu de l'usine de Nordenham) conjuguée à la hausse du cours de l'argent durant cette même période.

Toutefois, la forte volatilité des cours du plomb et particulièrement de l'argent au cours du premier semestre 2011 a impacté la variation des stocks de plomb et surtout d'argent (sous-produit de l'usine de Nordenham), valorisés selon la méthode LIFO, ce qui a dégradé le résultat opérationnel courant (LIFO) du premier semestre 2011 par rapport à celui du premier semestre 2010.

- *Activité Zinc*

Le chiffre d'affaires de l'activité Zinc enregistré au cours du premier semestre 2011 reste à un niveau comparable à celui de la même période de l'année précédente.

L'usine de Recytech SA, détenue à 50% par Recylex, a effectué son arrêt de maintenance planifié de trois semaines au cours du mois de juin 2011 et l'usine de la filiale Harz-Metall GmbH a effectué son arrêt de maintenance programmé en mai 2011. L'arrêt programmé de cette dernière a directement impacté le résultat opérationnel du premier semestre 2011 du segment d'activité Zinc par rapport au premier semestre 2010, aucun arrêt n'ayant été effectué par Harz-Metall GmbH au cours du premier semestre 2010.

L'activité de recyclage de déchets zincifères (Norzinco GmbH) a, quant à elle, connu un premier semestre 2011 satisfaisant grâce à la bonne tenue des commandes provenant de l'industrie chimique.

- *Activité Métaux Spéciaux*

Le chiffre d'affaires de l'activité Métaux Spéciaux a augmenté de 24% au cours du premier semestre 2011 par rapport au premier semestre 2010 en raison d'une part, de la forte hausse des prix du germanium, cumulée à une augmentation du volume des ventes de ce produit. D'autre part, les ventes d'arsenic de haute pureté ont été marquées par une augmentation très sensible au cours du premier semestre 2011 par rapport à la même période de l'année précédente, suite à une demande accrue en provenance des producteurs de circuits intégrés. Enfin, le chiffre d'affaires des autres métaux, à l'exception du tellure de cadmium, a augmenté de 17% au cours de cette même période.

La rentabilité a également fortement augmenté au cours du premier semestre 2011 par rapport à la même période de l'année précédente, le résultat opérationnel ayant augmenté de plus de 42% au cours de cette période.

- *Activité Plastique*

L'augmentation de 41% du chiffre d'affaires de l'activité Plastique durant le premier semestre 2011 par rapport au premier semestre 2010 résulte essentiellement de la hausse du prix du polypropylène, ainsi que de la poursuite de la reprise de l'activité.

Ces éléments positifs ont permis d'augmenter le résultat opérationnel de ce secteur sur l'ensemble du premier semestre 2011.

- **Procédures judiciaires concernant Metaleurop Nord SAS**

Les procédures judiciaires intentées en 2006 à l'encontre de Recylex SA par d'anciens salariés de Metaleurop Nord SAS, d'une part et par les liquidateurs judiciaires de la société Metaleurop Nord SAS d'autre part, sont toujours en cours :

- Anciens salariés de Metaleurop Nord SAS
 - Dans le cadre de l'appel interjeté à l'encontre des jugements de la section Industrie du Conseil des Prud'hommes de Lens du 27 juin 2008, la Cour d'Appel de Douai, le 18 décembre 2009, a :
 - (i) rejeté les demandes de 22 anciens salariés protégés, qui ont décidé de se pourvoir en cassation à l'encontre de ces décisions. Le délibéré de la Cour de Cassation est fixé au 28 septembre 2011.
 - (ii) octroyé à 460 anciens salariés non-cadres des indemnités d'un montant total d'environ 12,4 millions d'euros, intégré au passif du plan de continuation de Recylex SA, payable de manière échelonnée. Le 9 février 2010, Recylex SA a décidé de se pourvoir en cassation à l'encontre de ces décisions. Le délibéré de la Cour de Cassation est fixé au 28 septembre 2011.
 - (iii) renvoyé 11 dossiers à une audience ultérieure. Le 17 décembre 2010, la Cour d'Appel de Douai a octroyé à 8 anciens salariés non-cadres des indemnités d'un montant total de 240 800 euros, intégré au passif du plan de continuation de Recylex SA, qui a décidé de se pourvoir en cassation à l'encontre de ces décisions. Les dossiers de 3 anciens salariés seront examinés par la Cour d'Appel de Douai le 28 septembre 2011.
 - Dans le cadre de l'appel interjeté à l'encontre des jugements de la section Encadrement du Conseil des Prud'hommes de Lens des 15 et 30 septembre 2009 et 26 février 2010, la Cour d'Appel de Douai, le 17 décembre 2010, a :
 - (i) rejeté les demandes de 6 anciens salariés protégés, qui ont décidé de se pourvoir en cassation à l'encontre de ces décisions.
 - (ii) octroyé à 84 anciens salariés cadres des indemnités d'un montant total d'environ 3,6 millions d'euros, intégré au passif du plan de continuation de Recylex SA, qui a décidé de se pourvoir en cassation à l'encontre de ces décisions.
 - (iii) renvoyé 1 dossier à une audience ultérieure, qui se tiendra le 28 septembre 2011.
 - Dans le cadre des nouvelles demandes d'indemnisation formulées en décembre 2010 par 137 ex-salariés non-cadres et 55 ex-salariés cadres de Metaleurop Nord SAS non parties aux procédures initiées en 2006, chaque demandeur réclame des indemnités d'un montant compris entre 30 000 euros et 50 000 euros et 300 euros à titre de frais, représentant un montant total d'environ 9,96 millions d'euros. Les prochaines audiences devant les sections Industrie et Encadrement du Conseil de Prud'hommes de Lens sont fixées le 20 septembre 2011.

- Liquidateurs judiciaires de Metaleurop Nord SAS

L'action en comblement du passif de Metaleurop Nord S.A.S. initiée par les liquidateurs judiciaires de Metaleurop Nord S.A.S. à hauteur de 50 millions d'euros avait été rejetée le 27 février 2007 par le Tribunal de Grande Instance de Béthune qui avait considéré que Recylex SA n'était pas dirigeant de fait de Metaleurop Nord S.A.S. Les liquidateurs ont fait appel de ce jugement. Le 18 novembre 2008, la Cour d'Appel de Douai a décidé de surseoir à statuer en invitant les parties à saisir le Conseil d'Etat sur l'examen de la légalité d'une disposition réglementaire.

Recylex SA avait en effet soulevé une exception d'irrecevabilité, au motif que les liquidateurs judiciaires n'avaient pas déclaré leur créance selon les dispositions légales dans le cadre du redressement judiciaire de Recylex SA ouvert le 13 novembre 2003. Les liquidateurs ont fait valoir l'existence d'une disposition réglementaire qui les en dispenserait. Recylex SA a déposé un recours en appréciation de légalité devant le Conseil d'Etat le 12 février 2009.

Par son arrêt du 20 mai 2011, le Conseil d'Etat a rejeté la requête en appréciation de légalité de Recylex SA, considérant que la disposition réglementaire concernée n'était pas entachée d'illégalité.

L'affaire a été renvoyée à l'audience de la mise en état de la Cour d'Appel de Douai du 23 septembre 2011. A cette date, les liquidateurs judiciaires de Metaleurop Nord SAS auront la possibilité de déposer de nouvelles conclusions, auxquelles Recylex SA aura la possibilité de répondre, et ce jusqu'à la date de clôture de la procédure qui sera fixée ultérieurement par la Cour d'appel.

Il est important de noter que les montants réclamés dans le cadre de l'action en comblement du passif de Metaleurop Nord SAS ne sont pas intégrés dans le plan de continuation arrêté par le Tribunal de commerce de Paris le 24 novembre 2005 et que dans l'hypothèse où cette procédure aboutirait de façon défavorable à l'égard Recylex SA de manière définitive, l'exécution du plan de continuation pourrait être remise en cause.

- **Description des principaux risques et incertitudes pour le deuxième semestre 2011**

Les principaux risques susceptibles d'impacter les résultats du Groupe au cours du second semestre 2011 sont liés d'une part, à l'évolution des cours du plomb et du zinc par rapport au prix d'achat des matières secondaires et d'autre part, à l'issue des procédures judiciaires concernant Metaleurop Nord SAS décrites ci-avant.

- **Perspectives - Evolution prévisible**

Les cours des métaux demeurent extrêmement volatiles au cours du début du deuxième semestre 2011 notamment corrélés aux incertitudes liées à la crise de la dette en Europe.

Le niveau du prix d'achat des batteries ayant atteint un plus haut à la fin du premier semestre 2011, les marges dans le secteur plomb pourraient se contracter au cours du second semestre 2011 par rapport au premier semestre 2011. De plus, les arrêts de maintenance programmés pour l'ensemble des actifs industriels du secteur Plomb, Métaux Spéciaux et Plastiques auront lieu au cours du second semestre 2011.

En revanche, le segment d'activité Zinc du groupe devrait connaître une production proche de la pleine capacité au cours du deuxième semestre 2011, sauf événement exceptionnel.

- **Principales transactions avec les parties liées**

Les principales transactions avec des parties liées sont présentées dans la note 9 des comptes consolidés condensés arrêtés au 30 juin 2011, joints au présent rapport.

- **Variations des capitaux propres**

Les variations des capitaux propres sont présentées dans les comptes consolidés condensés arrêtés au 30 juin 2011, joints au présent rapport.

**COMPTES CONSOLIDES CONDENSES AU
30 JUIN 2011**

ETAT DE SITUATION FINANCIERE	11
COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE SEMESTRIEL	12
ETAT DU RESULTAT GLOBAL	13
ETAT DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES AU 30 JUIN 2011	14
TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE	15
NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES	16
NOTE 1: INFORMATIONS SUR LA SOCIETE ET EVENEMENTS SIGNIFICATIFS DU SEMESTRE	16
2.1. Nouvelles normes	19
2.2. Estimations	20
NOTE 3: PERIMETRE DE CONSOLIDATION	20
NOTE 4: SEGMENTS OPERATIONNELS	20
Secteurs opérationnels	21
Zones géographiques	24
Structure du chiffre d'affaires	24
NOTE 5: INFORMATIONS SUR LE COMPTE DE RESULTAT	25
Note 5.1. Charges externes	25
Note 5.2. Amortissements et pertes de valeur	25
Note 5.3. Autres produits et charges opérationnels	25
Note 5.4. Coût de l'endettement financier net	26
Note 5.5. Autres produits et charges financiers	26
Note 5.6. Charge d'impôt	26
Note 5.7. Résultat par action	28
NOTE 6: INFORMATIONS SUR LA SITUATION FINANCIERE	28
Note 6.1. Immobilisations incorporelles, corporelles et goodwill	28
Note 6.2. Tests de dépréciation	29
Note 6.3. Autres actifs financiers à long terme	29
Note 6.4. Stocks	29
Note 6.5. Clients et comptes rattachés	29
Note 6.6. Autres actifs courants	30
Note 6.7. Trésorerie et équivalents de trésorerie	30
Note 6.8. Capitaux propres	30
Note 6.9. Emprunts portant intérêt	32
Note 6.10. Provisions	33
Note 6.11. Autres passifs courants et non-courants	33

Note 6.12. Autres instruments financiers	34
NOTE 7: OBLIGATIONS CONTRACTUELLES ET ENGAGEMENTS HORS BILAN	37
NOTE 8: LITIGES ET PASSIFS EVENTUELS	37
NOTE 9: TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES	37
NOTE 10 : EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE	37

ETAT DE SITUATION FINANCIERE

Au 30 juin 2011

(en milliers d'Euros)

	Notes	30 juin 2011	31 décembre 2010
		€000	€000
Actifs			
Actifs non-courants			
Immobilisations corporelles	6.1	71 391	72 697
Immobilisations incorporelles.....	6.1	1 819	1 958
Actifs financiers		524	455
Instruments financiers	6.12	-	-
Autres actifs financiers long-terme	6.3	4 982	5 004
Participations dans les entreprises associées		119	-
Actifs d'impôts différés.....	5.6	7 681	7 559
		86 516	87 673
Actifs courants			
Stocks.....	6.4	91 228	71 847
Clients et comptes rattachés	6.5	42 854	34 389
Actifs d'impôts exigibles.....		1 214	419
Autres actifs courants.....	6.6	8 884	5 030
Autres instruments financiers	6.12	178	91
Trésorerie et équivalents de trésorerie	6.7	43 893	63 666
		188 251	175 442
Actifs non courants détenus en vue de la vente		-	-
		188 251	175 442
TOTAL ACTIFS		274 767	263 115
Capitaux propres et passifs			
Capital émis.....	6.8	47 950	47 950
Primes d'émission		866	866
Réserves consolidées – part du Groupe		49 771	53 912
Réserves recyclables		93	(434)
Résultat net – part du Groupe		6 285	(4 250)
Réserves de conversion		1 452	1 452
Capital émis et réserves attribuables aux porteurs de capitaux propres de la société mère.....		106 417	99 496
Intérêts minoritaires		-	-
Total capitaux propres		106 417	99 496
Passifs non-courants			
Emprunts portant intérêt	6.9	1 985	7 175
Provisions.....	6.10	36 432	32 395
Retraites		24 074	24 170
Autres passifs non-courants	6.11	22 222	22 170
Passifs d'impôts différés	5.6	4 388	2 748
		89 100	88 658
Passifs courants			
Emprunts portant intérêt	6.9	9 340	6 036
Provisions.....	6.10	6 625	11 024
Retraites		1 996	2 044
Fournisseurs et comptes rattachés.....		34 046	35 968
Passifs d'impôts exigibles.....		2 285	3 092
Autres instruments financiers	6.12	2 634	865
Autres passifs courants	6.11	22 324	15 932
		79 250	74 961
Passifs directement liés aux actifs non courants destinés à être cédés.....		-	-
TOTAL PASSIFS		168 350	163 619
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS		274 767	263 115

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE SEMESTRIEL
Au 30 juin 2011

<i>(en milliers d'Euros)</i>	<i>Notes</i>	<i>30 Juin 2011</i>	<i>30 Juin 2010</i>
		<i>€000</i>	<i>€000</i>
Ventes de biens et services		248 775	193 601
Produits des activités ordinaires		248 775	193 601
Achats consommés.....		(192 261)	(126 542)
Charges de personnel.....		(22 060)	(21 190)
Charges externes.....	5.1	(27 491)	(27 088)
Impôts et taxes.....		(1 247)	(1 067)
Amortissements, provisions et pertes de valeur.....	5.2	(6 004)	(7 606)
Pertes de valeur des goodwills		-	-
Variations des stocks de produits en cours et de produits finis.....		12 683	(6 265)
Autres produits et charges d'exploitation		258	189
Résultat opérationnel courant		12 653	4 032
Autres produits et charges opérationnels.....	5.3	(660)	2 124
Résultat opérationnel		11 993	6 156
Produits de trésorerie et d'équivalent de trésorerie.....	5.4	223	127
Coût de l'endettement financier brut	5.4	(560)	(422)
Coût de l'endettement financier net	5.4	(337)	(295)
Autres produits et charges financiers	5.5	(2 745)	317
Charge d'impôt.....	5.6	(2 753)	(471)
Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence		127	(129)
Résultat net consolidé		6 285	5 579
Intérêts minoritaires			
Résultat net part du groupe.....		6 285	5 579
Résultats par action :		<i>En euros</i>	<i>En euros</i>
- de base	5.7	0,26	0,23
- dilué.....	5.7	0,26	0,23

ETAT DU RESULTAT GLOBAL
Au 30 juin 2011

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2011	30 juin 2010
Résultat net	6 285	5 579
Ecart de conversion.....	-	-
Couverture de flux de trésorerie	745	1 442
Impôt différé sur couverture de flux de trésorerie.....	(218)	(420)
Titres disponibles à la vente.....	-	-
Ecart de conversion sur sociétés mises en équivalence.....	(2)	9
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres.....	-	-
Total des autres éléments du résultat global	525	1 031
Résultat global	6 810	6 610
Dont :		
Part Groupe.....	6 810	6 610
Intérêts minoritaires.....		-

ETAT DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES AU 30 JUIN 2011

(en milliers d'Euros, sauf données par action)

	Nombre d'actions	Montant du capital	Primes d'émissions	Réserves recyclables	Réserves consolidées	Total des capitaux propres part du groupe	Total des capitaux propres
Solde au 1^{er} janvier 2010	23 959 982	47 920	783	(630)	55 122	103 195	103 195
Résultat consolidé de l'exercice	-	-	-	-	5 579	5 579	5 579
Autres éléments du résultat global							
Variation de la réserve de couverture net d'impôt (1)	-	-	-	1 022	-	1 022	1 022
Variation des écarts de conversion					9	9	9
<i>Total des autres éléments du résultat global</i>	-	-	-	1 022	9	1 031	1 031
Résultat global de la période	-	-	-	1 022	5 588	6 610	6 610
Paiement en action					124	124	124
Augmentation / Diminution de capital (2)	15 000	30	83	-	-	113	113
Solde au 30 juin 2010	23 974 982	47 950	866	392	60 834	110 042	110 042
Solde au 1^{er} janvier 2011	23 974 982	47 950	866	(434)	51 115	99 496	99 496
Résultat consolidé de l'exercice	-	-	-	-	6 285	6 285	6 285
Autres éléments du résultat global							
Variation de la réserve de couverture net d'impôt (1)	-	-	-	527	-	527	527
Variation des écarts de conversion					(2)	(2)	(2)
<i>Total des autres éléments du résultat global</i>	-	-	-	527	(2)	525	525
Résultat global de la période	-	-	-	527	6 283	6 810	6 810
Paiement en action					111	111	111
Augmentation / Diminution de capital (2)							
Solde au 30 juin 2011	23 974 982	47 950	866	93	57 509	106 417	106 417

(1) Il s'agit de la réserve de couverture (note 6.12) nette de l'impôt différé passif.

(2) Les variations du capital sont explicitées dans la note 6.8.

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE
Au 30 juin 2011

(En milliers d'Euros)

	30 juin 2011	30 juin 2010
	€ 000	€ 000
Résultat net des sociétés intégrées.....	6 285	5 579
Résultat des mises en équivalences.....	(127)	129
Charges (et produits) sans incidence sur la trésorerie.....	7 795	2 306
- Amortissements – immobilisations corporelles.....	5 106	4 783
- Amortissements – actifs incorporels.....	186	152
- Pertes de valeur / Reprises Actifs incorporels et corporels.....	-	(94)
- Variation des provisions.....	(334)	(2 389)
- Elimination des impacts des stocks options.....	111	124
- Elimination sans incidence de trésorerie.....	2 209	(280)
- Plus ou moins values sur cessions d'actifs immobilisés.....	218	8
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	13 954	8 014
- Elimination du coût de l'endettement.....	337	295
- Charges d'impôt.....	2 753	470
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt	17 043	8 779
Variation du besoin en fonds de roulement courant.....	(27 714)	(16 754)
- Stocks.....	(20 023)	(11 833)
- Clients et comptes rattachés.....	(8 413)	(4 140)
- Fournisseurs et comptes rattachés.....	(1 924)	(3 972)
- Autres actifs et passifs courants.....	2 645	3 191
Variation du besoin en fonds de roulement non courant.....	(146)	(1 226)
Incidences des variations de provisions sur le besoin en fonds de roulement.....	601	1 740
Impôts payés.....	(3 149)	759
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	(13 365)	(6 703)
Variation de périmètre.....	-	-
Acquisitions d'immobilisations corporelles et d'actifs incorporels.....	(4 129)	(4 044)
Cessions d'immobilisations corporelles et d'actifs incorporels.....	1	19
Variation d'actifs financiers.....	(69)	1
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement	(4 196)	(4 023)
Emission d'emprunts.....	12	-
Remboursement d'emprunts.....	(2 289)	(1 673)
Autres flux liés aux opérations de financements.....	-	(121)
Intérêts d'actifs financiers.....	(337)	(295)
Autres mouvements sur capital.....	(1)	112
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	(2 614)	(1 976)
Variation de la trésorerie et équivalents de trésorerie	(20 175)	(12 702)
Trésorerie et équivalents de trésorerie d'ouverture (Note 6.7).....	60 666	53 498
Trésorerie et équivalents de trésorerie de clôture (Note 6.7).....	40 491	40 796
Variation de la trésorerie et équivalents de trésorerie	(20 175)	(12 702)

NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS
Pour la période de six mois prenant fin le 30 juin 2011

NOTE 1: INFORMATIONS SUR LA SOCIÉTÉ ET ÉVÉNEMENTS SIGNIFICATIFS DU SEMESTRE

Informations sur la société

Recylex est un groupe implanté principalement en France, en Allemagne et en Belgique, regroupant une dizaine de sites de production.

Ses activités concernent le domaine du recyclage du plomb et du plastique (à partir des batteries d'automobile et industrielles), le recyclage du zinc en provenance des poussières issues des aciéries électriques, la production d'oxydes de zinc et de métaux spéciaux notamment pour l'industrie électronique.

Recylex S.A. est une société anonyme cotée sur NYSE Euronext Paris (compartiment B) et immatriculée en France.

En date du 30 août 2011, le Conseil d'Administration a arrêté et autorisé la publication des comptes semestriels consolidés condensés de Recylex S.A. portant sur la période de six mois prenant fin le 30 juin 2011.

Événements majeurs du premier semestre 2011

Le premier semestre 2011 a connu de fortes amplitudes de variation des cours des métaux et notamment celui du plomb. En effet, la moyenne exprimée en euros des mois de janvier et avril 2011 a été supérieure à 1.900 euros/tonne, alors que celle du mois de mai 2011, la plus basse du semestre, était inférieure à 1.700 euros/tonne (1.690 euros/tonne). La moyenne du cours du plomb durant le premier semestre 2011 (1.841 euros/ tonne) est toutefois restée largement supérieure à celle du premier semestre 2010 (1.565 euros/tonne).

Par ailleurs, une forte hausse du cours de l'argent (l'un des métaux contenus dans les concentrés de plomb), combinée à une forte volatilité, a également été constatée au cours du premier semestre 2011.

Le cours du zinc a également connu des variations importantes au cours du premier semestre 2011. En février 2011, la moyenne mensuelle était légèrement supérieure à 1.800 euros/tonne, alors que celle de mai 2011 s'élevait à 1.508 euros/tonne. Sur l'ensemble du premier semestre 2011, la moyenne est sensiblement la même que celle du premier semestre

<i>Moyenne (euros / tonne)</i>	1er semestre 2011	Exercice 2010	1er semestre 2010
Cours du Plomb	1 841	1 615	1 565
Cours du Zinc	1 660	1 624	1 619

Dans le secteur du plomb, les usines de traitement de batteries ont traité sensiblement le même volume de batteries usagées au cours du premier semestre 2011 par rapport à la même période de l'année précédente. La société algérienne Eco-Recyclage, détenue à 33,33% par Recylex SA et intégrée dans les comptes consolidés du Groupe selon la méthode de la mise en équivalence, a traité plus de 4 600 tonnes de batteries usagées au cours du premier semestre 2011 contre 2 000 tonnes pour l'ensemble de l'année 2010.

La hausse du cours du plomb a entraîné une augmentation du prix des batteries usagées au cours du premier semestre 2011. Toutefois, cette augmentation de prix a été plus contenue par rapport au premier semestre 2010, ce qui a permis aux usines de traitement de batteries de bénéficier de marges supérieures par rapport à celles du premier semestre 2010.

La fonderie de Nordenham a traité un volume plus important de matières au cours du premier semestre 2011 par rapport au premier semestre 2010, période durant laquelle elle avait effectué son arrêt annuel de maintenance. L'arrêt annuel de maintenance programmé aura lieu au cours du second semestre 2011.

Par ailleurs, les conditions commerciales se sont fortement améliorées pour les ventes d'acide sulfurique (sous-produit de l'usine de Nordenham, issu du soufre contenu dans les batteries usagées et les concentrés de plomb) au cours du premier semestre 2011 par rapport à la même période de l'année précédente.

L'augmentation de 38% du chiffre d'affaires de l'activité Plomb au cours du premier semestre 2011 par rapport au premier semestre 2010 est la conséquence d'une part, de la hausse de 18% du cours du plomb exprimé en euros et d'autre part, de l'accroissement des volumes de vente, notamment d'argent (sous-produit issu de l'usine de Nordenham) conjuguée à la hausse du cours de l'argent durant cette même période.

Toutefois, la forte volatilité des cours du plomb et particulièrement de l'argent au cours du premier semestre 2011 a impacté la variation des stocks de plomb et surtout d'argent (sous-produit de l'usine de Nordenham), valorisés selon la méthode LIFO, ce qui a dégradé le résultat opérationnel courant (LIFO) du premier semestre 2011 par rapport à celui du premier semestre 2010.

Le chiffre d'affaires de l'activité Zinc enregistré au cours du premier semestre 2011 reste à un niveau comparable à celui de la même période de l'année précédente.

L'usine de Recytech SA, détenue à 50% par Recylex, a effectué son arrêt de maintenance planifié de trois semaines au cours du mois de juin 2011 et l'usine de la filiale Harz-Metall GmbH a effectué son arrêt de maintenance programmé en mai 2011. L'arrêt programmé de cette dernière a directement impacté le résultat opérationnel du premier semestre 2011 du segment d'activité Zinc par rapport au premier semestre 2010, aucun arrêt n'ayant été effectué par Harz-Metall GmbH au cours du premier semestre 2010.

L'activité de recyclage de déchets zincifères (Norzinco GmbH) a, quant à elle, connu un premier semestre 2011 satisfaisant grâce à la bonne tenue des commandes provenant de l'industrie chimique.

Le chiffre d'affaires de l'activité Métaux Spéciaux a augmenté de 24% au cours du premier semestre 2011 par rapport au premier semestre 2010 en raison d'une part, de la forte hausse des prix du germanium, cumulée à une augmentation du volume des ventes de ce produit. D'autre part, les ventes d'arsenic de haute pureté ont été marquées par une augmentation très sensible au cours du premier semestre 2011 par rapport à la même période de l'année précédente, suite à une demande accrue en provenance des producteurs de circuits intégrés. Enfin, le chiffre d'affaires des autres métaux, à l'exception du tellure de cadmium, a augmenté de 17% au cours de cette même période.

La rentabilité a également fortement augmenté au cours du premier semestre 2011 par rapport à la même période de l'année précédente, le résultat opérationnel ayant augmenté de plus de 42 % au cours de cette période.

L'augmentation de 41% du chiffre d'affaires de l'activité Plastique durant le premier semestre 2011 par rapport au premier semestre 2010 résulte essentiellement de la hausse du prix du polypropylène, ainsi que de la poursuite de la reprise de l'activité.

Ces éléments positifs ont permis d'augmenter le résultat opérationnel de ce secteur sur l'ensemble du premier semestre 2011.

▪ **Procédures judiciaires concernant Metaleurop Nord SAS**

Les procédures judiciaires intentées en 2006 à l'encontre de Recylex SA par d'anciens salariés de Metaleurop Nord SAS, d'une part et par les liquidateurs judiciaires de la société Metaleurop Nord SAS d'autre part, sont toujours en cours :

- Anciens salariés de Metaleurop Nord SAS
- Dans le cadre de l'appel interjeté à l'encontre des jugements de la section Industrie du Conseil des Prud'hommes de Lens du 27 juin 2008, la Cour d'Appel de Douai, le 18 décembre 2009, a :
 - (iv) rejeté les demandes de 22 anciens salariés protégés, qui ont décidé de se pourvoir en cassation à l'encontre de ces décisions. Le délibéré de la Cour de Cassation est fixé au 28 septembre 2011.
 - (v) octroyé à 460 anciens salariés non-cadres des indemnités d'un montant total d'environ 12,4 millions d'euros, intégré au passif du plan de continuation de Recylex SA, payable de manière

échelonnée. Le 9 février 2010, Recylex SA a décidé de se pourvoir en cassation à l'encontre de ces décisions. Le délibéré de la Cour de Cassation est fixé au 28 septembre 2011.

- (vi) renvoyé 11 dossiers à une audience ultérieure. Le 17 décembre 2010, la Cour d'Appel de Douai a octroyé à 8 anciens salariés non-cadres des indemnités d'un montant total de 240 800 euros, intégré au passif du plan de continuation de Recylex SA, qui a décidé de se pourvoir en cassation à l'encontre de ces décisions. Les dossiers de 3 anciens salariés seront examinés par la Cour d'Appel de Douai le 28 septembre 2011.
- Dans le cadre de l'appel interjeté à l'encontre des jugements de la section Encadrement du Conseil des Prud'hommes de Lens des 15 et 30 septembre 2009 et 26 février 2010, la Cour d'Appel de Douai, le 17 décembre 2010, a :
 - (iv) rejeté les demandes de 6 anciens salariés protégés, qui ont décidé de se pourvoir en cassation à l'encontre de ces décisions.
 - (v) octroyé à 84 anciens salariés cadres des indemnités d'un montant total d'environ 3,6 millions d'euros, intégré au passif du plan de continuation de Recylex SA, qui a décidé de se pourvoir en cassation à l'encontre de ces décisions.
 - (vi) renvoyé 1 dossier à une audience ultérieure, qui se tiendra le 28 septembre 2011.
- Dans le cadre des nouvelles demandes d'indemnisation formulées en décembre 2010 par 137 ex-salariés non-cadres et 55 ex-salariés cadres de Metaleurop Nord SAS non parties aux procédures initiées en 2006, chaque demandeur réclame des indemnités d'un montant compris entre 30 000 euros et 50 000 euros et 300 euros à titre de frais, représentant un montant total d'environ 9,96 millions d'euros. Les prochaines audiences devant les sections Industrie et Encadrement du Conseil de Prud'hommes de Lens sont fixées le 20 septembre 2011.
 - Liquidateurs judiciaires de Metaleurop Nord SAS

L'action en comblement du passif de Metaleurop Nord S.A.S. initiée par les liquidateurs judiciaires de Metaleurop Nord S.A.S. à hauteur de 50 millions d'euros avait été rejetée le 27 février 2007 par le Tribunal de Grande Instance de Béthune qui avait considéré que Recylex SA n'était pas dirigeant de fait de Metaleurop Nord S.A.S. Les liquidateurs ont fait appel de ce jugement. Le 18 novembre 2008, la Cour d'Appel de Douai a décidé de surseoir à statuer en invitant les parties à saisir le Conseil d'Etat sur l'examen de la légalité d'une disposition réglementaire.

Recylex SA avait en effet soulevé une exception d'irrecevabilité, au motif que les liquidateurs judiciaires n'avaient pas déclaré leur créance selon les dispositions légales dans le cadre du redressement judiciaire de Recylex SA ouvert le 13 novembre 2003. Les liquidateurs ont fait valoir l'existence d'une disposition réglementaire qui les en dispenserait. Recylex SA a déposé un recours en appréciation de légalité devant le Conseil d'Etat le 12 février 2009.

Par son arrêt du 20 mai 2011, le Conseil d'Etat a rejeté la requête en appréciation de légalité de Recylex SA, considérant que la disposition réglementaire concernée n'était pas entachée d'illégalité.

L'affaire a été renvoyée à l'audience de la mise en état de la Cour d'Appel de Douai du 23 septembre 2011. A cette date, les liquidateurs judiciaires de Metaleurop Nord SAS auront la possibilité de déposer de nouvelles conclusions, auxquelles Recylex SA aura la possibilité de répondre, et ce jusqu'à la date de clôture de la procédure qui sera fixée ultérieurement par la Cour d'appel.

Il est important de noter que les montants réclamés dans le cadre de l'action en comblement du passif de Metaleurop Nord SAS ne sont pas intégrés dans le plan de continuation arrêté par le Tribunal de commerce de Paris le 24 novembre 2005 et que dans l'hypothèse où cette procédure aboutirait de façon défavorable à l'égard Recylex SA de manière définitive, l'exécution du plan de continuation pourrait être remise en cause.

NOTE 2: METHODES ET PRINCIPES COMPTABLES

Les états financiers consolidés sont présentés en euros et toutes les valeurs sont arrondies au millier le plus proche (€000) sauf indication contraire.

En application du règlement n°1126/2008 du Conseil européen adopté le 3 novembre 2008, le groupe Recylex a établi ses comptes consolidés conformément aux normes internationales d'information financière ou « International Financial Reporting Standards » (IFRS) telles qu'adoptées dans l'Union européenne à la date de préparation des états financiers.

Les comptes consolidés intermédiaires au 30 juin 2011 sont établis conformément à la norme IAS 34 – Information financière intermédiaire. S'agissant de comptes condensés, ils n'intègrent pas toutes les informations et notes annexes requises pour l'établissement des états financiers annuels, et à ce titre ils doivent être lus en liaison avec les états financiers consolidés du Groupe Recylex au 31 décembre 2010.

Conformément aux dispositions de la norme IAS 34, il n'est procédé dans les comptes consolidés semestriels à l'anticipation ou au différé de coûts encourus par le Groupe que pour autant qu'une telle régularisation serait faite s'il s'agissait d'une clôture annuelle. En conséquence, le niveau des coûts et des produits rattachés à la période de l'année au cours de laquelle ils sont nés, peut différer d'un semestre à l'autre. Un phénomène de saisonnalité existe notamment lors des mois d'été lié à l'interruption pour maintenance durant quelques semaines dans les usines.

En l'absence de changement significatif dans les plans et dans les effectifs bénéficiaires, les engagements envers les salariés au titre des avantages postérieurs à l'emploi, ne sont pas recalculés pour la situation intermédiaire mais comptabilisés sur la base d'un prorata des projections faites en début de période.

A l'exception des points décrits ci-dessous, les méthodes comptables appliquées par le Groupe dans les états financiers intermédiaires résumés sont identiques à celles utilisées dans les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2010.

2.1. Nouvelles normes

Les normes suivantes sont applicables à compter du 1er janvier 2011 mais n'ont pas d'impact significatif sur l'information financière présente.

- IAS 24 révisée « Informations à fournir sur les parties liées » ;
- Amendements à IAS 32 « Classifications de droits de souscription » ;
- IFRIC 19 « Extinction d'une dette financière par émission d'actions », applicable aux exercices ouverts à compter du 1er juillet 2010 ;
- Amendement d'IFRS 8 consécutif à la norme IAS 24 révisée, applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2011. Cette norme a été adoptée par l'Union Européenne le 19 juillet 2010 ;
- Amendement d'IFRS 1 consécutif à l'interprétation IFRIC 19 Extinction de passifs financiers par la remise d'instruments de capitaux propres, applicable aux exercices ouverts à compter du 1er juillet 2010. Cette norme a été adoptée par l'Union Européenne le 23 juillet 2010 ;
- Amendement d'IFRIC 14 relatif aux paiements d'avance d'exigences de financement minimal, applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2011. Cette norme a été adoptée par l'Union Européenne le 19 juillet 2010 ;
- Amendement d'IFRS 1 relatif à l'exemption limitée de l'obligation de fournir des informations comparatives selon IFRS 7 pour les premiers adoptants, applicable aux exercices ouverts à compter du 1er juillet 2010. Cette norme a été adoptée par l'Union Européenne le 30 juin 2010.

Les nouvelles normes, amendements à des normes existantes et interprétations suivantes ont été publiées mais ne sont pas applicables au 30 juin 2011 et n'ont pas été adoptées par anticipation :

- IFRS 9 « Instruments financiers » applicable à compter du 1er janvier 2013 ;
- Amendements à IFRS 7 « Informations à fournir - Transferts d'actifs financiers » applicable à compter du 1er juillet 2011 ;
- Amendements à IAS 12* « Impôt différé : recouvrement des actifs sous-jacents ». Ces nouvelles dispositions introduisent une présomption selon laquelle l'actif est recouvré entièrement par la vente, à moins que l'entité puisse apporter la preuve que le recouvrement se produira d'une autre façon, ces amendements sont applicables aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2012 ;

- IAS 27* « Etats financiers individuels » ;
- IAS 28* « Participation dans des entreprises associées et coentreprises ». IAS 28 a été modifié pour être conforme aux modifications apportées suite à la publication d'IFRS 10 "Etats financiers consolidés", IFRS 11 "Accords conjoints" et IFRS 12 "Informations à fournir sur les participations dans les autres entités" ;
- IFRS 10* « Consolidated Financial Statements ». La date d'entrée en vigueur obligatoire d'IFRS 10 est fixée par l'IASB au 1er janvier 2013 ;
- IFRS 11* « Joint Arrangements » annule et remplace IAS 31 "Participation dans des coentreprises" et SIC - 13 "Entités contrôlées conjointement - Apports non monétaires par des coentrepreneurs", la date d'entrée en vigueur est le 1er janvier 2013 ;
- IFRS 12* « Disclosure of Interests in Other Entities ». L'objectif d'IFRS 12 est d'exiger une information qui puisse permettre aux utilisateurs des états financiers d'évaluer la base du contrôle, toute restriction sur les actifs consolidés et les passifs, les expositions aux risques résultant des participations dans des entités structurées non consolidées et la participation des intérêts minoritaires dans les activités des entités consolidées. IFRS 12 est applicable à partir du 1er janvier 2013 ;
- IFRS 13* « Fair Value Measurement ». La date d'application fixée par l'IASB concerne les périodes annuelles débutant le 1er janvier 2013 ou après et non adoptée encore par l'UE.
- Amendements à IFRS 1* « Hyperinflation grave et suppression des dates d'application ferme pour les premiers adoptants » applicable à compter du 1er juillet 2011
- Amendements à IAS 1* « Présentation des autres éléments du résultat global » applicable à compter du 1er janvier 2013
- Amendements à IAS 19* « Régimes à prestations définies » applicable à compter du 1er janvier 2013.

* normes non encore adoptées par l'Union Européenne

2.2. Estimations

La préparation des états financiers consolidés semestriels condensés nécessite de la part de la direction l'exercice du jugement, d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses qui ont un impact sur l'application des méthodes comptables et sur les montants des actifs et des passifs, des produits et des charges. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées.

Dans le cadre de la préparation des états financiers consolidés semestriels condensés, à l'exception des points décrits ci-dessous, les jugements significatifs exercés par la direction pour appliquer les méthodes comptables du Groupe et les sources principales d'incertitude relatives aux estimations sont identiques à ceux ayant affecté les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2010 et ont été réalisés dans un contexte de forte volatilité des cours du plomb, du zinc et de la parité €/\$. Les conditions de marché incertaines sur ces valeurs créent des conditions spécifiques cette année pour la préparation des comptes, particulièrement au regard des estimations comptables qui sont requises en application des principes comptables. Ces conditions, qui prévalaient déjà à la clôture de l'exercice au 31 décembre 2010 sont décrites dans la note 1.

Au cours des six mois écoulés au 30 juin 2011, la direction a notamment réexaminé ses estimations concernant :

- Les provisions (voir note 6.10)

NOTE 3: PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Le périmètre de consolidation du premier semestre 2011 n'a pas évolué par rapport au 31 décembre 2010.

La société Delot SAS a été fusionnée en date du 30 juin 2011 chez Recylex SA suite à une transmission universelle de patrimoine sans qu'il y ait lieu à sa dissolution.

NOTE 4: SEGMENTS OPERATIONNELS

Les informations présentées ci-après, conformément à la norme IFRS 8, sont fondées sur le reporting interne utilisé par la direction pour l'évaluation de la performance des différents secteurs. Le résultat sectoriel de référence est le résultat opérationnel courant.

Le groupe est géré en cinq secteurs principaux :

- Le secteur « **Plomb**
- Le secteur « **Zinc** »

- Le secteur « **Métaux spéciaux** »
- Le secteur « **Plastique** »
- Le secteur « **Autres activités** »

Pour évaluer la performance de son secteur opérationnel « **Plomb** » le groupe utilise dans son reporting interne la méthode « LIFO » (« dernier entré – premier sorti ») comme méthode d'évaluation des stocks de plomb de sa principale fonderie en Allemagne (usine de Nordenham) tout en rapprochant ces données avec les comptes établis conformément aux normes IFRS (utilisation de la méthode du prix moyen pondéré (PMP)).

Le secteur « **Autres activités** » inclut les dépenses liées à la réhabilitation des anciens sites et les dépenses non-affectées.

Secteurs opérationnels

Les tableaux suivants présentent, pour chaque secteur opérationnel du Groupe, les produits des activités ordinaires, les résultats opérationnels courants (ROC) selon le référentiel IFRS et pour le secteur « Plomb » le résultat opérationnel courant (ROC) en appliquant la méthode LIFO ainsi que le résultat financier, la charge d'imposition et le résultat net pour les périodes closes les 30 juin 2011 et 2010.

Chacune des colonnes du tableau ci-dessous, reprend les chiffres propres de chaque secteur, compris comme une entité indépendante ; la colonne « Eliminations » regroupe les éliminations des opérations internes au groupe permettant de réconcilier les données sectorielles avec les états financiers du groupe.

Toutes les relations commerciales inter-activités sont établies sur une base de marché, à des termes et conditions identiques à ceux qui prévalent pour des fournitures de biens et services à des clients extérieurs au groupe.

Période close le 30 juin 2011 :

	Plomb	Zinc	Métaux Spéciaux	Plastique	Autres activités	Elimina- tions	Total
<i>(en milliers d'euros)</i>							
Ventes à des clients externes.....	182 165	43 890	15 641	7 079	-	-	248 775
Ventes inter-secteurs.....	3 089	-	10	771	-	(3 870)	-
Produits des activités ordinaires...	185 254	43 890	15 651	7 850	-	(3 870)	248 775
Résultat opérationnel courant (LIFO	2 483	2 918	1 353	669	(2 172)	-	5 251
Retraitement LIFO -> PMP.....	7 402	-	-	-	-	-	7 402
Résultat opérationnel courant publié (IFRS)	9 885	2 918	1 353	669	(2 172)	-	12 653
Autres produits/charges opérationnels..	-	3	(6)	-	(657)	-	(660)
Résultat financier.....	(3 068)	(108)	(139)	(8)	241	-	(3 082)
Produit / (Charge) d'impôt sur le résultat.....	(1 447)	(1 033)	(143)	(229)	99	-	(2 753)
Quote-part dans le résultat des sociétés mise en équivalence.....	127	-	-	-	-	-	127
Résultat net de l'exercice publié (IFRS)	5 497	1 780	1 065	432	(2 489)	-	6 285

	Plomb	Zinc	Métaux Spéciaux	Plastique	Autres activités	Total
<i>(en milliers d'euros)</i>						
Immobilisations incorporelles	362	542	909	-	6	1 819
Immobilisations corporelles	42 192	15 496	7 925	2 385	3 393	71 391
Stocks ³	72 473	5 604	11 981	1 170	-	91 228
Clients	30 077	7 426	3 603	1 748	-	42 854
Total actifs sectoriels	145 104	29 068	24 418	5 303	3 399	207 292
Provision et retraite	16 690	2 518	1 727	69	48 123	69 127
Fournisseurs et comptes rattachés	26 834	5 053	704	755	700	34 046
Autres passifs courant.....	11 469	5 053	946	606	4 250	22 324
Passifs sectoriels	54 998	12 624	3 376	1 430	53 073	125 500
Immobilisations corporelles	1 374	2 381	212	42	22	4 031
Immobilisations incorporelles	31	4	-	-	-	35
Investissements	1 405	2 385	212	42	22	4 065
Immobilisations corporelles.....	(2 997)	(1 502)	(384)	(154)	(69)	(5 106)
Immobilisations incorporelles.....	(125)	(38)	(22)	-	(2)	(186)
Autres produits et charges sans contrepartie en trésorerie. ⁴	(1 000)	(47)	36	(4)	(80)	(1 095)
Dotation aux amortissements et provisions	(4 122)	(1 587)	(370)	(158)	(151)	(6 387)

³ Les stocks dans le secteur « Plomb » évalués selon la méthode LIFO s'élèvent à 48 516 milliers d'euros au 30 Juin 2011

⁴ Hors reprises de provisions utilisées

Période close le 30 juin 2010 :

	Plomb	Zinc	Métaux Spéciaux	Plastique	Autres activités	Elimina- tions	Total
<i>(en milliers d'euros)</i>							
Ventes à des clients externes.....	132 311	43 643	12 620	5 027	-	-	193 601
Ventes inter-secteurs.....	3 695	-	-	976	-	(4 671)	-
Produits des activités ordinaires...	136 006	43 643	12 620	6 003	-	(4 671)	193 601
Résultat opérationnel courant (LIFO	4 395	4 085	948	542	(2 070)	-	7 900
Retraitement LIFO -> PMP.....	(3 868)	-	-	-	-	-	(3 868)
Résultat opérationnel courant publié (IFRS)⁵	527	4 085	948	542	(2 070)	-	4 032
Autres produits/charges opérationnels..	37	791	-	(72)	1 368	-	2124
Résultat financier.....	759	(52)	179	(35)	(828)	-	22
Produit / (Charge) d'impôt sur le résultat.....	780	(939)	(65)	(199)	(48)	-	(471)
Quote-part dans le résultat des sociétés mise en équivalence.....	(129)	-	-	-	-	-	(129)
Résultat net de l'exercice publié (IFRS)	1 974	3 885	1 062	236	(1 580)	-	5 579

	Plomb	Zinc	Métaux Spéciaux	Plastique	Autres activités	Total
<i>(en milliers d'euros)</i>						
Immobilisations incorporelles	260	600	953	-	1	1 815
Immobilisations corporelles	44 730	13 447	8 306	2 496	3 244	72 222
Stocks ⁶	50 810	4 674	10 227	1 452	-	67 162
Clients	23 983	7 207	3 760	1 737	1 196	37 884
Total actifs sectoriels	119 783	25 928	23 246	5 685	4 441	179 082
Provision et retraite	17 357	1 802	2 006	67	41 155	62 388
Fournisseurs et comptes rattachés	7 226	4 665	610	659	2 578	15 737
Autres passifs courant.....	4 222	3 597	1 260	558	6 495	16 131
Passifs sectoriels	28 805	10 064	3 875	1 283	50 228	94 255
Immobilisations corporelles.....	2 221	1 694	105	32	20	4 072
Immobilisations incorporelles	111	-	-	-	-	111
Investissements	2 332	1 694	105	32	20	4 183
Immobilisations corporelles.....	(2 948)	(1 252)	(407)	(137)	(39)	(4 783)
Immobilisations incorporelles.....	(94)	(37)	(22)	-	-	(153)
Autres produits et charges sans contrepartie en trésorerie. ⁷	(3 663)	803	80	158	827	(1 795)
Dotation aux amortissements et provisions	(6 705)	(486)	(349)	21	788	(6 731)

⁵ Le Résultat opérationnel courant IFRS du secteur « Plomb » comprend des dépréciations sur stock à hauteur de 3,0 millions d'euros dues à la chute du cours du Plomb courant le mois de juin 2010.

⁶ Les stocks dans le secteur « Plomb » évalués selon la méthode LIFO s'élèvent à 42 027 milliers d'euros au 30 Juin 2010

⁷ Hors reprises de provisions utilisées

Zones géographiques

Les postes ci-dessous sont ventilés : pour le chiffre d'affaires, par zone de commercialisation à la clientèle, pour les investissements et les actifs, par pays d'implantation des sociétés consolidées.

Conformément à la norme IFRS 8, les actifs non courants à présenter par zone géographique sont les actifs non courants autres que les instruments financiers et les actifs d'impôts différés et les excédents versés sur engagements de retraite.

Période close le 30 juin 2011

	<i>Europe de l'Ouest</i>	<i>Autres pays d'Europe</i>	<i>Amérique</i>	<i>Reste du monde</i>	<i>Total</i>
<i>(en milliers d'euros)</i>					
Produits des activités ordinaires	199 512	38 643	2 066	8 554	248 775
		<i>France</i>	<i>Allemagne</i>	<i>Belgique</i>	<i>Total</i>
<i>(en milliers d'euros)</i>					
Investissements corporels.....		1 288	2 677	66	4 031
Investissements incorporels.....		11	24	-	35

Période close le 30 juin 2010

	<i>Europe de l'Ouest</i>	<i>Autres pays d'Europe</i>	<i>Amérique</i>	<i>Reste du monde</i>	<i>Total</i>
<i>(en milliers d'euros)</i>					
Produits des activités ordinaires	146 464	34 510	2 129	10 497	193 601
		<i>France</i>	<i>Allemagne</i>	<i>Belgique</i>	<i>Total</i>
<i>(en milliers d'euros)</i>					
Investissements corporels.....		1 065	2 933	75	4 073
Investissements incorporels.....		2	109	0	111

Structure du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires dans le secteur « Plomb » est réalisé avec un nombre limité de clients. Ainsi en 2011, le groupe a réalisé 61% de son chiffre d'affaires total consolidé avec 10 clients (Au 1^{er} semestre 2010, le groupe avait réalisé 51% de son chiffre d'affaires total consolidé avec 10 clients). Le Groupe a réalisé avec trois de ces 10 clients plus de 10% de son chiffre d'affaires total au 30 juin 2011. Le chiffre d'affaires dans les autres secteurs opérationnels, notamment le « Zinc » où la clientèle est atomisée est réalisé avec un grand nombre de clients.

NOTE 5: INFORMATIONS SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Note 5.1. Charges externes

Les charges externes se décomposent comme suit :

<i>(en milliers d'Euros)</i>	30 juin 2011	30 juin 2010
Sous-traitance générale.....	(6 563)	(6 601)
Entretien et réparations	(5 817)	(4 934)
Primes d'assurance	(793)	(810)
Transports de biens et transports collectifs.....	(9 719)	(10 360)
Crédit bail, locations et charges locatives.....	(1 085)	(1 020)
Honoraires et charges de personnel extérieur à l'entreprise.....	(1 961)	(1 805)
Déplacements, missions et réceptions	(391)	(319)
Autres charges externes.....	(1 162)	(1 239)
Total charges externes.....	(27 491)	(27 088)

Note 5.2. Amortissements et pertes de valeur

Les amortissements et les pertes de valeurs au titre des périodes closes les 30 juin 2011 et 2010 se répartissent comme suit :

<i>(en milliers d'Euros)</i>	30 juin 2011	30 juin 2010
Amortissements des immobilisations corporelles	(5 106)	(4 689)
Amortissements des immobilisations incorporelles.....	(186)	(152)
Provisions et pertes de valeur.....	(712)	(2 765)
Total amortissements et pertes de valeur	(6 004)	(7 606)

La provision pour perte de valeur concerne essentiellement la dépréciation du stock d'argent dans la principale fonderie du groupe suite à la baisse du cours d'argent à la fin du mois de juin 2011.

Il est à rappeler que suite à la chute du cours du plomb courant juin 2010 une provision pour dépréciation du stock du plomb dans l'usine de Nordenham avait été constituée.

Note 5.3. Autres produits et charges opérationnels

Ils incluent les produits et charges non usuels par leur fréquence, leur nature ou leur montant.

<i>(en milliers d'Euros)</i>	30 juin 2011	30 juin 2010
Produit de cession d'actifs.....	27	209
Provision environnementale (1).....	(483)	-
Fonds reçus dédiés à la réhabilitation d'anciens sites	-	-
Autres charges et produits.....	(143)	25
Dotation complémentaire provision prud'hommes section industrie.....	(61)	(333)
Règlement d'un litige avec le représentant des créanciers (2).....	-	1 500
Reprise provision liée à la cessation d'activité de Norzinco SA...(3).....	-	961
Charges non récurrentes-Cession d'activité Norzinco SA	-	(238)
Total autres produits et charges opérationnels non courants	(660)	2 124

(1) Provision environnementale complémentaire liée principalement au site de l'Estaque.

(2) Le 15 juin 2010, Recylex SA avait conclu un protocole avec le représentant des créanciers prévoyant le désistement de ce dernier de la procédure d'appel et le paiement à Recylex SA d'une somme de 1,5 million d'euros à titre transactionnel.

(3) Le 2 juillet 2010, Norzinco SA avait signé un accord avec le propriétaire du site situé à Anzin prévoyant la résiliation anticipée, avec effet au 31 mai 2010, du bail commercial venant en principe à échéance le 1^{er} octobre 2011.

Note 5.4. Coût de l'endettement financier net

Le coût de l'endettement financier net se décompose comme suit :

	30 juin 2011	30 juin 2010
(en milliers d'Euros)		
Produits de trésorerie et d'équivalent de trésorerie	223	127
Intérêts sur emprunts bancaires et non bancaires, découverts bancaires.....	(560)	(422)
Coût de l'endettement financier net	(337)	(295)

Note 5.5. Autres produits et charges financiers

	30 juin 2011	30 juin 2010
(en milliers d'Euros)		
Revenus des autres créances et VMP	3	
Pertes et gains nets de change	100	388
Effet de l'actualisation des provisions et des dettes	80	(831)
Coûts d'affacturage	(462)	(342)
Autres produits et charges financiers	(2 466)	1 103
Autres produits et charges financiers	(2 745)	317

Les autres produits et charges financiers correspondent principalement à la dotation de provision pour perte de valeur des instruments financiers (couverture des risques transactionnels) non qualifiés d'instruments de couverture au 30/06/2011 tel que définis par IAS 39 (Note 6.12).

Note 5.6. Charge d'impôt

La charge d'impôt pour les périodes closes les 30 juin 2011 et 30 juin 2010 est principalement composée de :

	30 juin 2011	30 juin 2010
(en milliers d'Euros)		
Charge d'impôt exigible	(1 446)	(1 398)
Produit / (Charge) d'impôt exigible	(1 446)	(1 398)
Afférents à la naissance et au renversement des différences temporelles	(1 307)	927
Afférents aux déficits fiscaux reportables	-	-
Produit / (Charge) d'impôt différé.....	(1 307)	927
Produit / (Charge) d'impôt consolidée.....	(2 753)	(471)

La charge d'impôt différé de 1,3 M€ provient essentiellement de l'évolution des différences temporelles, notamment des points suivants :

- La différence de valorisation des stocks de l'usine de Nordenham (à savoir entre la méthode LIFO utilisée en German Gaap et la méthode du PMP utilisée en IFRS) mène à un résultat supérieur de 7,4 M€ selon le référentiel IFRS pour l'entité Weser Metall GmbH. Ce différentiel donne lieu à une charge d'impôt différé de 2 M€.
- La prise en compte de la juste valeur des dérivés non qualifiés de couverture (Notes 5.5 et 6.12) dans l'entité Weser Metall GmbH conduit à la comptabilisation d'une charge de 2,6 M€ avec un produit d'impôt différé de 0,7 M€.

Rapprochement entre la charge d'impôt réelle et la charge d'impôt théorique

<i>(en milliers d'Euros)</i>	30 juin 2011	30 juin 2010
Résultat net avant impôt.....	8 911	6 178
Taux d'imposition du groupe	33.33%	33.33%
Charge d'impôt théorique	(2 970)	(2 059)
Augmentation et réduction de la charge d'impôt résultant de :		
- Consommation et désactivation des déficits fiscaux antérieurs	287	1 855
- Imposition à taux réduit	170	144
- Autres différences permanentes.....	(240)	(411)
Charge réelle d'impôt.....	(2 753)	(471)

Actifs et passifs d'impôts différés

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2011	31 déc. 2010 (Retraité) (1)	31 déc. 2010 (Publié)
<i>Impôts différés actifs</i>			
Provisions fiscalement réintégrées.....	7 595	8 024	9 672
Provision complémentaire pour avantages aux personnels	2 010	1 846	445
Provision complémentaire pour dépréciation des immobilisations	1 272	1 325	1 325
Changement de méthode de valorisation des stocks des structures allemandes	-	-	-
ID sur Hedge Accounting.....	752	26	26
Autres différences temporelles	347	480	480
Pertes reportables sur des bénéficiaires fiscaux futurs	4 333	4 333	4 333
Compensation des actifs et passifs d'impôts différés sur une même entité fiscale	(8 628)	(8 476)	(8 723)
Total.....	7 681	7 559	7 559
<i>Impôts différés passifs</i>			
Retraitement des durées d'amortissements des immobilisations	(5 114)	(5 388)	(5 388)
Changement de méthode de valorisation des stocks des structures allemandes	(7 053)	(4 967)	(4 967)
Actualisation des provisions et des dettes.....	(617)	(609)	(856)
ID sur Hedge Accounting.....	-	-	-
Autres différences temporelles	(232)	(260)	(260)
Compensation des actifs et passifs d'impôts différés sur une même entité fiscale	8 628	8 476	8 723
Total.....	(4 388)	(2 748)	(2 748)
Position nette d'impôts différés	3 293	4 811	4 811

(1) Les bases des impôts différés au 31 décembre 2010 ont été revues et reclassées en vue d'être conformes avec la présentation 2011.

Le Groupe ne pouvant raisonnablement planifier une consommation d'impôts différés actifs supplémentaires sur une période de 3 ans a décidé de déprécier des impôts différés au-delà de cette période.

Le groupe a choisi, pour la période close le 30 juin 2011, de limiter le montant des actifs d'impôt différé reconnu au titre des pertes fiscales à l'impôt calculé sur le bénéfice prévisionnel des trois années suivantes. Le montant des impôts différés actifs sur déficits fiscaux reportables reconnus par le groupe au 30 juin 2011 s'élève à 4.3 M€.

Le groupe dispose de déficits fiscaux indéfiniment reportables sur les bénéficiaires fiscaux futurs des sociétés ayant généré ces déficits.

Le montant de ces déficits fiscaux au 30 juin 2011 sont estimés à 166 M€ soit :

- 123 M€ pour les structures françaises au 30 juin 2011,
- 43 M€ pour les filiales allemandes au 30 juin 2011

La diminution de la position nette d'impôts différés est principalement due à la constitution d'un passif d'impôt lié à la différence de valorisation des stocks de l'usine de Nordenham.

Note 5.7. Résultat par action

Sont présentées, ci-dessous, les informations sur les résultats et les actions ayant servi au calcul des résultats de base et dilué par action pour l'ensemble des activités.

Résultat par action pour l'ensemble des activités

<i>(en milliers d'Euros)</i>	30 juin 2011	30 juin 2010
Résultat net attribuable aux porteurs de capitaux ordinaires de l'entité mère .	6 285	5 579
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires pour le résultat de base par action.....	23 932 043	23 889 783
Résultat net en euros par action.....	0,263	0,234

<i>(en milliers d'Euros)</i>	30 juin 2011	30 juin 2010
Résultat net attribuable aux porteurs de capitaux ordinaires de l'entité mère .	6 285	5 579
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires pour le résultat de base par action.....	23 932 043	23 889 783
Effet de la dilution :		
Options de souscription d'actions (à effet dilutif)	600 900	703 994
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires ajusté pour le résultat dilué par action.....	24 532 943	24 593 777
Résultat net dilué en euros par action.....	0,256	0,227

NOTE 6: INFORMATIONS SUR LA SITUATION FINANCIERE

Note 6.1. Immobilisations incorporelles, corporelles et goodwill

a) Immobilisations incorporelles, corporelles et goodwill au 30 juin 2011 et 31 décembre 2010

<i>(en milliers d'Euros)</i>	<i>Valeurs brutes</i>	<i>Amortis- sements</i>	<i>Pertes de valeur</i>	<i>Valeurs Nettes 30/06/2011</i>	<i>Valeurs Nettes 31/12/2010</i>
Immobilisations incorporelles					
Goodwill.....	792		(792)		-
Concessions, brevets, licences, etc.....	9 337	(7 518)		1 819	1 958
Autres immobilisations incorporelles.....					-
Total immobilisations incorporelles....	10 129	(7 518)	(792)	1 819	1 958
Immobilisations corporelles					
Terrains	5 394	(473)		4 921	4 923
Constructions	115 532	(91 943)		23 589	21 898
Installations matériel & outillage	215 521	(177 046)	(5 193)	33 282	36 797
Immobilisations en cours	5 778	(162)		5 616	4 906
Autres.....	21 821	(17 838)		3 983	4 172
Total immobilisations corporelles.....	364 046	(287 462)	(5 193)	71 391	72 697
Total immobilisations incorporelles et corporelles.....	374 176	(294 981)	(5 985)	73 210	74 654

- b) Variation des immobilisations incorporelles, corporelles et goodwill entre le 1^{er} janvier 2011 et le 30 juin 2011

<i>(en milliers d'Euros)</i>	Valeurs nettes
Au 31 décembre 2010 valeur nette comptable après amortissement et perte de valeur.....	74 654
Investissements	4 066
Amortissements de la période	(5 292)
Pertes de valeurs sur la période	-
Cessions	(219)
Reprise d'amortissement sur la période	-
Autres.....	-
Au 30 juin 2011 valeur nette comptable après amortissement et perte de valeur.....	73 210

Note 6.2. Tests de dépréciation

Au 30 juin 2011, le Groupe n'a pas estimé nécessaire d'effectuer des tests de dépréciation. Les tests de dépréciation sont effectués sur une base annuelle au 31 décembre de chaque exercice. Au 30 juin 2011 aucun indice de pertes de valeurs complémentaires n'a pu être relevé par le Groupe.

Au 30 juin 2011, le montant des provisions pour perte de valeur relatives à des actifs corporels industriels du Groupe s'élève à 5,2 millions d'euros (inchangé par rapport au 31/12/2010). Elle concerne l'UGT C2P Germany GmbH (2,6 M€) et l'UGT Harz-Metall GmbH (Zinc) (2,6 M€).

Note 6.3. Autres actifs financiers à long terme

Les autres actifs financiers à long terme de 4 982 milliers d'euros correspondent principalement aux fonds reçus par la société Harz-Metall GmbH à hauteur de 4,5 M€ suite à l'accord transactionnel conclu avec TUI AG en 2009. Ces fonds sont dédiés à la réhabilitation future de certains sites du Groupe en Allemagne dont les coûts font objet d'une provision pour charges.

Note 6.4. Stocks

Les stocks détenus par le Groupe s'analysent comme suit :

<i>(en milliers d'Euros)</i>	30 juin 2011	31 décembre 2010
Matières premières	34 927	27 587
Encours de biens	44 191	35 126
Produits intermédiaires et finis.....	13 299	9 682
Sous-total.....	92 417	72 395
Moins : Provision pour perte de valeur.....	(1 189)	(548)
Valeur nette des stocks et encours	91 228	71 847

Les stocks en valeur nette ont fortement augmenté depuis le 31/12/2010 suite à une importante augmentation des prix des matières (cours du plomb et d'argent). Quant aux volumes, les stocks dans la principale fonderie du Groupe ont fortement progressé au cours du premier semestre.

Note 6.5. Clients et comptes rattachés

Les créances clients et comptes rattachés du Groupe s'analysent comme suit :

<i>(en milliers d'Euros)</i>	30 juin 2011	31 décembre 2010
Créances clients et comptes rattachés.....	47 831	39 422
Moins : Provision pour dépréciation.....	(4 977)	(5 033)
Valeur nette des créances clients et comptes rattachés	42 854	34 389

L'augmentation des créances clients s'explique essentiellement par la hausse des volumes de vente dans le secteur du plomb et aussi par l'augmentation du cours du plomb.

Les créances clients ne portent pas intérêt et sont en général payables de 0 à 60 jours.

Le Groupe estime que la valeur inscrite au bilan des créances clients correspond à une approximation raisonnable de leur juste valeur.

Au 30 juin 2011, seules les créances mobilisées et non échues à la clôture de l'exercice correspondant à des contrats de factoring sans transfert de risque ont été maintenues en compte « clients » conformément à la norme IAS 39. Le montant décomptabilisé correspondant à des créances cédées dans le cadre de contrats avec transfert de risque est de 12 468 milliers d'euros (13 739 milliers d'euros au 31 décembre 2010).

Note 6.6. Autres actifs courants

Les autres actifs courants s'analysent comme suit :

<i>(en milliers d'Euros)</i>	30 juin 2011	31 décembre 2010
Avances, acomptes sur commande en cours	4 555	1 285
Créances sociales	486	184
Créances fiscales	2 026	2 586
Débiteurs divers.....	1 287	762
Charges constatées d'avance	529	213
Total des autres actifs courants.....	8 884	5 030

Les avances, acomptes sur commande en cours augmentent essentiellement suite à des acomptes sur commande de concentrés de plomb chez Weser Metall GmbH.

Note 6.7. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie du Groupe comprennent :

<i>(en milliers d'Euros)</i>	30 juin 2011	31 décembre 2010
Comptes bancaires et caisses.....	39 602	56 750
Autres valeurs mobilières de placement	4 291	6 916
Trésorerie active brute au bilan.....	43 893	63 666
Concours bancaires courants	(3 402)	(3 000)
Total trésorerie nette au tableau des flux de trésorerie	40 491	60 666

Les autres valeurs mobilières de placement sont composées de parts de SICAV monétaires.

La diminution de la trésorerie nette s'explique notamment par la forte augmentation du besoin en fonds de roulement essentiellement lié à l'augmentation des stocks de matières premières (Note 6.4) et des investissements (Note 6.1).

Au 31 décembre 2010, le Groupe dispose de 8 550 milliers d'euros de lignes de crédit disponibles (dont 4 887 milliers d'euros non utilisés) pour lesquelles les conditions de tirage étaient satisfaites.

Au 30 juin 2011, le Groupe dispose de 5 148 K€ de lignes de crédit disponibles non utilisées pour lesquelles les conditions de tirage étaient satisfaites.

Note 6.8. Capitaux propres

Capital social et primes d'émission

Au 30 juin 2011, le capital social est composé de 23 974 982 actions entièrement libérées d'une valeur nominale de 2,00 euros.

Au 30 juin 2011, la Société détient 42 939 actions propres, comme au 31 décembre 2010. Leur prix de revient moyen ressort à 6,81euros. Les actions propres sont comptabilisées en déduction des capitaux propres.

Actions ordinaire émises et entièrement libérées	Nombre d'actions	Capital social €000	Primes d'émission €000
Au 1 ^{er} janvier 2011.....	23 974 982	47 950	866
Création d'actions suite à la levée d'options de souscription d'actions au premier semestre 2011.....	-	-	-
Au 30 juin 2011.....	23 974 982	47 950	866

Le capital social n'a pas subi de variations entre le 1er janvier 2011 et le 30 juin 2011.

Options de souscription d'actions et actions gratuites

Options de souscription

L'Assemblée générale du 30 mars 2000 a autorisé la mise en place de plans d'options de souscription d'actions. Dans le cadre de cette autorisation, le Conseil d'administration a procédé le 20 septembre 2002 à des attributions d'options de souscription d'actions.

Le Conseil d'administration de Recylex SA du 26 septembre 2008 a également attribué des options de souscription d'actions, conformément à l'autorisation donnée par l'Assemblée générale du 28 juillet 2006.

Les options attribuées sont dénouables en actions (dénouement en instruments de capitaux propres au sens de la norme IFRS 2).

Les principales caractéristiques des plans d'options en vigueur au cours du premier semestre 2011 et susceptibles de donner lieu à la création d'actions par suite de levées d'options sont les suivantes :

Date d'attribution par le Conseil d'administration	20/09/02	26/09/08
Nombre d'options attribuées	275 650	540 000
Prix de souscription.....	2,21 €	5,70 €
Période d'acquisition des droits ..	4 ans	4/5 ans ¹⁾
Durée de vie des options	10 ans	10 ans

¹⁾ 50 % des droits sont acquis lors de l'expiration de la période d'acquisition de 4 ans suivant la date du Conseil d'Administration, 50 % lors de l'expiration de la période d'acquisition de 5 ans suivant la date du Conseil d'Administration.

L'acquisition des options est subordonnée à la présence du bénéficiaire dans l'une des sociétés du Groupe (soit Recylex SA et les sociétés ou groupements dont elle détient directement ou indirectement au moins 50% des droits de vote ou du capital) à la date d'acquisition, sauf exceptions prévues par le plan.

Les variations du nombre d'options en circulation au cours du premier semestre 2011 se décomposent comme suit :

Date d'attribution	Nombre d'options en circulation au 31/12/10	Nombre d'options réintégrées sur la période	Nombre d'options exercées sur la période	Nombre d'options caduques sur la période	Nombre d'options en circulation au 30/06/11	Prix d'exercice en €	Echéance du plan
20/09/02	65 900	-	-	-	65 900	2,21	20/09/2012
26/09/08	535 000	-	-	-	535 000 ¹⁾	5,7	26/09/2018
Total	600 900	-	-	-	600 900	5,3	

¹⁾ 50% des options ne seront définitivement acquises et ne pourront être exercées qu'à compter du 26/09/2012 et 50% qu'à compter du 26/09/2013.

L'Assemblée générale du 7 mai 2010 a décidé de conférer au Conseil d'administration l'autorisation de procéder à l'attribution d'options de souscription d'actions aux salariés et/ou mandataires sociaux de la

Société et des sociétés qui lui sont liées. Au 30 juin 2011, la Société n'a pas mis en place de plans d'options de souscription d'actions dans le cadre de cette autorisation.

Actions gratuites

Les Assemblées générales du 16 juillet 2007 et du 6 mai 2008 ont autorisé le Conseil d'administration à attribuer gratuitement, en une ou plusieurs fois, des actions existantes et auto-détenues par la Société dans la limite d'un plafond global ne pouvant excéder 73 939 actions au bénéfice de tout ou partie des salariés et/ou des mandataires sociaux de la Société et des sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L. 225-197-2 du Code de Commerce.

Conformément à l'autorisation donnée par les Assemblée générales précitées, le 26 septembre 2008, le Conseil d'administration de Recylex SA a mis en œuvre un plan d'attribution de 50 000 actions gratuites au bénéfice de salariés et mandataires sociaux du Groupe. 31 000 actions gratuites attribuées aux bénéficiaires résidents français leur ont été définitivement acquises au terme d'une période d'acquisition de deux ans (soit le 27 septembre 2010, le 26 septembre 2010 étant un jour de fermeture du marché boursier) et 19 000 actions gratuites attribuées aux bénéficiaires résidents allemands leur seront définitivement acquises au terme d'une période de quatre ans (soit le 26 septembre 2012), sous réserve de leur présence dans l'une des sociétés du Groupe à la date d'acquisition sauf exceptions prévues par le plan. Les actions acquises par les bénéficiaires résidents français ne pourront être cédées avant l'expiration d'un délai de conservation de deux ans (soit le 26 septembre 2012).

L'Assemblée générale du 7 mai 2010 a décidé de renouveler l'autorisation précédemment conférée au Conseil d'administration de procéder à l'attribution gratuite d'actions existantes aux salariés et / ou mandataires sociaux de la Société et des sociétés qui lui sont liées. Au 30 juin 2011, la Société n'a pas mis en place de plans d'attribution gratuite d'actions dans le cadre de cette autorisation.

Evolution du nombre d'instruments en circulation et/ou en phase d'acquisition

Les opérations intervenues au cours du premier semestre 2011 sur les instruments de paiement sur base d'actions se résument comme suit :

	Options de souscription		Actions gratuites		
	Nombre d'options	Durée de vie contractuelle résiduelle	Nombre d'actions	Durée de vie contractuelle résiduelle	
		Total		France	Allemagne
Solde au 31.12.10	600 900	7,08	19 000	0	1,77
- réintégrées	-	-	-	-	-
- annulées	-	-	-	-	-
- exercées / définitivement acquises	-	-	-	-	-
Solde au 30.06.11	600 900	6,59	19 000	0	1,27

Impacts comptables des instruments attribués en 2008

Conformément à la norme IFRS 2, les instruments de rémunération sur base d'actions sont comptabilisés comme des charges de personnel à hauteur de la juste valeur des instruments attribués, évaluée à la date d'attribution. Cette charge est étalée sur la durée d'acquisition des droits.

La charge comptable pour le premier semestre 2011 s'élève à 93 K€ pour les options de souscription d'actions et 18 K€ pour les actions gratuites.

Note 6.9. Emprunts portant intérêt

Détail des emprunts

	30 juin 2011	31 décembre 2010
	€000	€000
Emprunts et dettes financières courantes		
Part des emprunts à moins d'un an	9 340	6 036
Créances mobilisées	-	-
Total	9 340	6 036
Emprunts et dettes financières non courantes		
Part des emprunts à plus d'un an	1 985	7 175
Total	1 985	7 175

Echéanciers de remboursement des emprunts non courants

(en milliers d'euros)	30 juin 2011			31 décembre 2010
	De un à cinq ans	A plus de cinq ans	Total	
Emprunts bancaires.....	1 985		1 985	7 175
Emprunts portant intérêts.....	1 985		1 985	7 175

Note 6.10. Provisions

Les provisions courantes et non-courantes s'analysent comme suit :

(en milliers d'euros)	Provisions environnementales	Litiges	Restructurations	Autres	Total
Solde au 31.12.2010	32 226	10 537	308	348	43 419
Dotation de la période.....	588	60		6	654
Actualisations.....	(207)	42			(165)
Reprises – utilisations.....	(827)		(5)	(14)	(846)
Reprises – provisions non utilisées.....					
Reclassements.....				(5)	(5)
Solde au 30.06.2011.....	31 780	10 639	303	335	43 057
Dont courant.....	6 399	160	-	66	6 625
Dont non courant.....	25 381	10 479	303	269	36 432

Conformément à IAS 37 ces provisions ont été actualisées.

L'utilisation des provisions environnementales concerne principalement la réhabilitation des anciennes mines en France et la réhabilitation du site de l'Estaque.

L'effet d'actualisation de (207) K€ concernant les provisions environnementales provient de la baisse des taux d'actualisation et de l'effet de désactualisation compte tenu du rapprochement des échéances.

L'effet d'actualisation de 42 K€ concerne les contentieux à l'encontre de Recylex SA initiés par d'anciens salariés de Metaleuop Nord SAS. L'échéancier utilisé est celui du passif rééchelonné.

Note 6.11. Autres passifs courants et non-courants

Autres passifs courants

(en milliers d'Euros)	30 juin 2011	31 décembre 2010
Passifs rééchelonnés au titre du plan de continuation.....	3 755	3 721
Passifs fiscaux et sociaux.....	13 954	8 627
Passifs sur immobilisations.....	331	402
Autres passifs	3 138	2 505
Produits constatés d'avance.....	1 100	586
Juste valeur du risque sous-jacent couvert.....	46	91
Total	22 324	15 932

L'augmentation des Passifs fiscaux et sociaux concerne principalement l'augmentation de la taxe sur valeur ajouté (TVA) à payer par l'entité Weser Metall GmbH suite à l'augmentation du chiffre d'affaires.

La hausse des autres passifs concerne avant tout des acomptes client reçus par l'entité HMG GmbH.

Passif rééchelonné courant au titre du plan de continuation:

Nature du passif rééchelonné courant (en milliers d'Euros)	30 juin 2011	31 décembre 2010
Emprunts auprès des établissements de crédit.....	15	15
Passifs financiers divers (y compris ICNE).....	1 348	1 348
Dettes fournisseurs.....	107	107
Passifs sociaux et fiscaux.....	94	94
Passifs divers	2 226	2 226
Passif rééchelonné courant au titre du plan de continuation avant actualisation	3 790	3 790
Impact de l'actualisation des flux de trésorerie.....	(35)	(69)
Passif rééchelonné courant au titre du plan de continuation après actualisation.....	3 755	3 721

Autres passifs non courants

(en milliers d'euros)	30 juin 2011	31 décembre 2010
Passifs rééchelonnés au titre du plan de continuation	19 822	19 770
Autres Passifs financiers (clause de retour à meilleure fortune)	2 400	2 400
Total.....	22 222	22 170

Les autres passifs non courants sont composés principalement des passifs rééchelonnés au titre du plan de continuation.

Passif rééchelonné non courant au titre du plan de continuation:

Nature du passif rééchelonné non courant (en milliers d'Euros)	30 juin 2011	31 décembre 2010
Prêts subventionnés	-	-
Emprunts auprès des établissements de crédit.....	87	87
Passifs financiers divers (y compris ICNE).....	7 546	7 546
Dettes fournisseurs.....	606	606
Passifs financiers divers	528	527
Passifs divers	12 464	12 464
Passif rééchelonné non courant au titre du plan de continuation avant actualisation	21 231	21 230
Impact de l'actualisation des flux de trésorerie.....	(1 409)	(1 460)
Passif rééchelonné non courant au titre du plan de continuation après actualisation.....	19 822	19 770

Les abandons de créances consentis au bénéfice de Recylex SA dans le cadre du plan de continuation du 24 novembre 2005, d'un montant de 19,2 millions d'euros, sont assortis d'une clause de retour à meilleure fortune. La juste valeur de cette clause a été évaluée à 2,4 millions d'euros au 31 décembre 2010 sur base d'un modèle multiscénario. Au 30 juin 2011 cette valeur a été maintenue. Une réévaluation sera effectuée à chaque clôture annuelle.

Note 6.12. Autres instruments financiers

Le Groupe est exposé au risque de variation des cours de métaux, en particulier du plomb et du zinc (risque structurel). L'exposition provient des ventes de métaux pour lesquelles la production est basée sur des matières secondaires (plomb issu du recyclage des batteries) dont le prix n'est pas indexé sur le cours et sur des excédents de métaux récupérés dans les matières à traiter. Le Groupe utilise des instruments dérivés sur métaux cotés au London Metal Exchange afin de couvrir ces risques. Ces instruments dérivés sont qualifiés de couverture de flux de trésorerie.

Le Groupe est également confronté à 2 principaux risques transactionnels liés aux prix des métaux :

- 1) Risque lié aux fluctuations des prix de métaux par rapport à ses engagements fermes non comptabilisés découlant de contrats de vente
- 2) Risque lié aux fluctuations des prix de métaux contenu dans les stocks commerciaux ⁸ :

La plupart des transactions liées aux métaux utilise les références du London Metal Exchange (LME). Si le prix des métaux était constant, le prix payé par le Groupe pour ces matières premières serait transféré au client, faisant partie du prix du produit. Cependant, pendant le délai de transformation des matières premières en produit, la volatilité du prix des métaux crée des différences entre le prix payé pour le métal contenu dans les matières premières et le prix reçu pour le métal contenu dans les produits vendus au client. Un risque transactionnel existe donc concernant la variation du prix du métal entre le moment où le prix de la matière première achetée est déterminé (période de cotation à l'entrée) et le moment où le prix de vente du produit fini est déterminé (période de cotation à la sortie).

Le Groupe a pour politique de couvrir le plus largement possible le risque transactionnel en utilisant essentiellement des contrats à terme. Dans le cas où une documentation sur la comptabilité de couverture existe, ces instruments dérivés sont qualifiés de couvertures de juste valeur.

En l'absence d'une documentation concernant la comptabilité de couverture telle que définie par IAS 39, les instruments dérivés utilisés pour couvrir les risques transactionnels sur le métal sont comptabilisés à la juste valeur par résultat.

Juste Valeur (en milliers d'Euros)	30 juin 2011			31/12/2010
	<i>Courant</i>	<i>Non courant</i>	<i>Total</i>	<i>Total</i>
Actif				
Instruments dérivés (couverture flux trésorerie)	132		132	-
Instruments dérivés (couverture de juste valeur)...	46		46	91
Juste valeur du risque sous-jacent couvert				-
Instruments dérivés (autres)				-
Passif				
Instruments dérivés (couverture flux trésorerie)	-		-	613
Instruments dérivés (couverture de juste valeur)				-
Juste valeur du risque sous-jacent couvert.....	46		46	91
Instruments dérivés (autres).....	2 634		2 634	252

Selon la nature du risque couvert, le Groupe qualifie de couverture de flux de trésorerie ou de couverture de juste valeur les instruments dérivés de matière première.

Les instruments dérivés « autres » correspondent, pour les instruments au passif, à des opérations de couverture de risques transactionnels non documentées selon IAS39 (perte latente de 2 634 K€).

Couverture de juste valeur

Au 30 juin 2011, la juste valeur des dérivés qualifiés de couverture de juste valeur s'élève à 46 K€ (gain latent) et se compense de façon symétrique en résultat par la juste valeur du risque couvert (engagements fermes découlant des contrats de vente) à hauteur de 46 K€.

Une couverture de la juste valeur d'un élément d'actif ou de passif comptabilisé, ou d'un engagement ferme, est désignée comme une couverture de juste valeur. La variation de juste valeur des dérivés qualifiés de couverture est constatée en compte de résultat et compensée de façon symétrique par la variation de juste valeur du risque couvert, à l'inefficacité de couverture près.

La maturité des instruments financiers dérivés sur métaux entrant dans une relation de couverture de juste valeur est la suivante :

⁸ Le stock de plomb dans la fonderie principale du Groupe est divisé en: a) Stock permanent b) Stock commercial. Le Groupe fait face à des risques liés aux prix des métaux sur ses stocks. Ce risque est lié à la valeur de marché du métal qui pourrait devenir inférieure à la valeur comptable des stocks. La politique du Groupe est de ne pas couvrir le risque lié aux stocks permanents et de couvrir le risque lié aux stocks commerciaux.

<i>(en milliers d'Euros)</i>	Valeur de marché des dérivés par date de maturité	Nominal
Exercice 2011	40	839
Exercice 2012	6	87
Total	46	926

Couverture de flux de trésorerie

La maturité des instruments financiers dérivés sur métaux entrant dans une relation de couverture de flux de trésorerie est la suivante :

<i>(en milliers d'Euros)</i>	Valeur de marché des dérivés par date de maturité	Nominal
Exercice 2011	110	1 500
Exercice 2012	22	300
Total	132	1 800

Les flux couverts interviennent pendant les mêmes périodes que les instruments de couverture.

Conformément à IAS 39, la part de la variation de valeur constatée sur la partie efficace des instruments financiers dérivés est comptabilisée directement dans les capitaux propres tandis que la part inefficace de la variation de la juste valeur est comptabilisée en résultat de la période. Les gains ou pertes accumulés dans les capitaux propres sont recyclés en résultat pendant les mêmes périodes au cours desquelles l'élément couvert affecte le résultat.

Au 30 juin 2011, un gain latent de 132 K€ a été enregistré en capitaux propres sur la période (perte latente de 613 K€ au 31 décembre 2010).

Les variations de la réserve de couverture sont présentées dans le tableau suivant :

<i>(en milliers d'Euros)</i>	30 juin 2011	31 décembre 2010	31 décembre 2009
Montant inscrit au 1 ^{er} janvier.....	(613)	(888)	2 291
Montant sorti des capitaux propres et comptabilisé en résultat...	613	888	(2 291)
Montant inscrit directement en capitaux propres.....	132	(613)	(888)
Total avant impôts différés.....	132	(613)	(888)
Impôts différés.....	(39)	179	258
Montant net d'impôts inscrit en fin de période.....	93	(434)	(630)

Instruments financiers dérivés évalués à la juste valeur par résultat

Le Groupe utilise des instruments financiers dérivés afin de couvrir le risque transactionnel concernant la variation du prix du métal entre le moment où le prix de la matière première achetée est déterminé (période de cotation à l'entrée) et le moment où le prix de vente du produit fini est déterminé (période de cotation à la sortie). Le Groupe a décidé de ne pas établir de documentation concernant la comptabilité de couverture telle que définie par IAS 39. Ces instruments ont été classés dans la catégorie « Instruments financiers détenus à des fins de trading ».

La maturité de ces instruments financiers dérivés évalués à la juste valeur par résultat est la suivante :

<i>(en milliers d'Euros)</i>	Valeur de marché des dérivés par date de maturité	Nominal
Exercice 2011 (couverture risques transactionnels)	(2 634)	41 935
Exercice 2012 (couverture risques transactionnels)	-	-
Total	(2 634)	41 935

NOTE 7: OBLIGATIONS CONTRACTUELLES ET ENGAGEMENTS HORS BILAN

	30 Juin 2011	à moins d'un an	à plus d'un an et moins de cinq ans	à plus de cinq ans
	€ 000	€ 000	€ 000	€ 000
Paiements futurs certains				
Engagements figurant au Bilan :				
Paiements au titre des contrats de location-financement	688	167	521	
Total engagements figurant au bilan.....	688	167	521	
Engagements hors Bilan :				
Paiements au titre des contrats de location simple.....	2 494	992	1 497	4
Engagements d'investissements.....				
Engagements au titre d'opérations d'achats et vente à terme.....				
	10			
Autres engagements (1).....	989	2 135	8 854	
	13			
Total engagements hors bilan.....	483	3 127	10 351	4

(1) Les autres engagements donnés :

- Le nantissement des titres Recylex GmbH au profit des banques a été transféré à Glencore suite au rachat par ce dernier des créances bancaires intervenu le 4 août 2005.
- Un terrain de la société Harz-Metall GmbH est donné en garantie d'un prêt de C2P GmbH, dont l'encours à ce jour est de 0,1 M€, pour un montant maximum de 3,6 M€.
- La société Weser Metall GmbH a donné un terrain en garantie d'un prêt dont l'encours à ce jour est de 1 M€.
- La société Reinstmetalle Osterwieck GmbH a donné ses stocks, ses créances clients et un terrain en garantie d'un prêt dont l'encours à ce jour est de 2,4 M€.
- La société C2P GmbH a donné ses installations et ses stocks en garantie d'un prêt dont l'encours à ce jour est de 0,1 M€.
- Les sociétés Harz-Metall GmbH, Weser Metall GmbH, PPM GmbH et C2P GmbH sont également entrées dans un contrat de garantie conformément à l'article 328/1 du code civil allemand pour garantir un prêt de Recylex GmbH à hauteur de 4 M€.
- La société FMM a donné une hypothèque sur des immeubles pour un montant de 0,8 M€ et un gage sur le fonds de commerce pour un montant de 0,3 M€.
- La société Recylex SA a donné une hypothèque en faveur de l'Agence de l'Eau pour un montant de 2,3 M€, concernant le terrain de l'Estaque.

NOTE 8: LITIGES ET PASSIFS EVENTUELS

Aucune évolution significative n'est à signaler depuis la clôture de l'exercice 2010.

NOTE 9: TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES

(en milliers d'Euros)	Charges 1 ^{er} semestre		Produits 1 ^{er} semestre		Créances		Passifs	
	2011	2010	2011	2010	30.06. 2011	31.12. 2010	30.06. 2011	31.12. 2010
	Glencore.....	57 208	12 623	31 529	31 488	2 237	5 790	13 701
Recytech	6	5	-	-	-	3	-	-
Echéances								
Moins d'un an		-		-	2 237	5 793	13 701	12 237
De 1 à 5 ans		-		-	-	-	-	6 427
Plus de 5 ans		-		-	-	-	-	-

La variation significative des charges vis-à-vis de Glencore du premier semestre 2011 par rapport au premier semestre 2010 n'est pas due à une variation de volumes mais à la teneur plus élevée en argent des concentrés de plomb achetés, cumulée à une hausse importante du cours de l'argent.

NOTE 10 : EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Pas d'événement significatif à signaler.

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2011

Période du 1er janvier 2011 au 30 juin 2011

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société Recylex S.A., relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2011, tels qu'ils sont joints au présent rapport
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I – Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 –norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur l'incertitude exposée dans la note 1 de l'annexe aux comptes semestriels consolidés condensés relative à la procédure initiée en 2006 par les liquidateurs de Metaleurop Nord S.A.S. à hauteur de 50 millions d'euros, pendante devant la chambre commerciale de la Cour d'Appel de Douai suite à l'appel des liquidateurs à l'encontre de la décision du 27 février 2007 rendue par le Tribunal de Grande Instance de Béthune jugeant sur le fond que Recylex S.A. n'était pas dirigeant de fait de Metaleurop Nord S.A.S. Le 18 novembre 2008, la Cour d'Appel de Douai avait décidé de surseoir à statuer et avait invité les parties à saisir le Conseil d'Etat le 12 février 2009. Le 20 mai 2011, le Conseil d'Etat a rendu son arrêt et a considéré que l'exception d'illégalité soulevée par Recylex S.A. devant la Cour d'Appel de Douai n'était pas fondée et, par conséquent a rejeté sa requête. L'audience de mise en état devant la Cour d'Appel de Douai a été fixée au 23 septembre 2011.

Compte tenu du jugement du Tribunal de Grande Instance de Béthune, favorable à Recylex S.A., considérant que Recylex S.A. n'était pas dirigeant de fait de Metaleurop Nord S.A.S., la société n'a pas estimé nécessaire de constituer une provision dans les comptes arrêtés au 30 juin 2011.

Dans l'hypothèse où cette procédure aboutirait de façon défavorable pour Recylex S.A., l'exécution du plan de continuation et la continuité d'exploitation pourraient être remises en cause.

II – Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Paris La Défense et Neuilly-sur-Seine, le 30 août 2011

Les Commissaires aux Comptes

KPMG Audit

Deloitte & Associés

Laurent GENIN

Frédéric NEIGE